

Insee Informations Rapides



25 mars 2020

N° 2020-72

Dettes trimestrielles de Maastricht des administrations publiques (APU) - quatrième trimestre 2019

À la fin du quatrième trimestre 2019, la dette publique s'établit à 2 380,1 Md€

Avertissements :

La dette trimestrielle étant fondée sur des sources comptables moins complètes que les comptes annuels, son profil demeure révisable pendant plusieurs trimestres.

Pour une période donnée, la variation de la dette ne permet pas de déduire le déficit public. Pour passer de la variation de la dette brute au sens de Maastricht au déficit, il faut tenir compte de la variation des actifs financiers et des passifs exclus du périmètre de la dette de Maastricht, dont les primes et décotes à l'émission. En outre, le déficit public trimestriel publié par l'Insee est corrigé des variations saisonnières et de l'effet des jours ouvrables, ce qui n'est pas le cas de la dette trimestrielle.

La dette publique diminue de 34,6 Md€ au quatrième trimestre

À la fin du quatrième trimestre 2019, la dette publique de Maastricht s'établit à 2 380,1 Md€, en baisse de 34,6 Md€ par rapport au trimestre précédent. Exprimée en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), elle diminue de 2,3 points par rapport au troisième trimestre 2019 et s'établit à 98,1 %. La dette publique nette diminue plus modérément (-2,6 Md€) et s'établit à 89,5 % du PIB.

Les dettes de l'État, des organismes divers d'administration centrale et des administrations de sécurité sociale diminuent

Au quatrième trimestre 2019, la contribution de l'État à la dette décroît de 35,1 Md€. Cette baisse provient principalement de la dette négociable à long terme (-24,1 Md€) et dans une moindre mesure de la dette négociable à court terme (-6,6 Md€). Les dépôts des correspondants du Trésor diminuent également (-2,2 Md€). Enfin, les emprunts diminuent de 2,2 Md€, ce qui traduit notamment le remboursement de la dette à EDF, pour 1,6 Md€, suite à la rebudgétisation de la CSPE (Contribution au service public de l'électricité). Par ailleurs, le Portugal rembourse pour 0,4 Md€ de prêts dans le cadre du Fonds européen de stabilité financière (FESF).

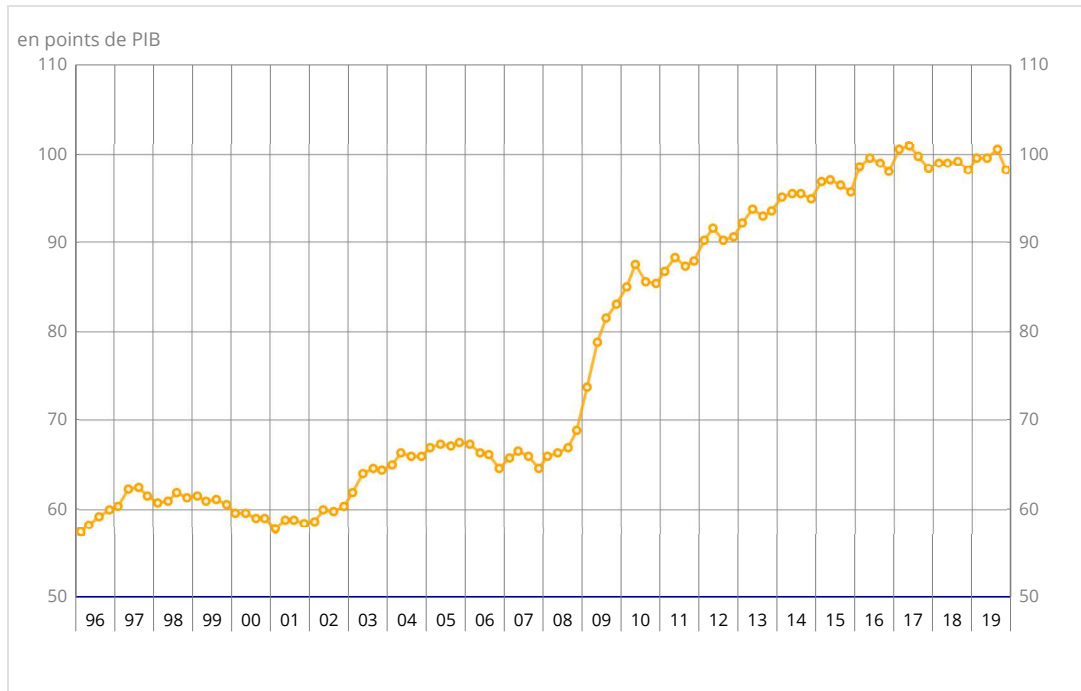
La contribution des organismes divers d'administration centrale (Odac) à la dette diminue dans une moindre mesure (-0,9 Md€), en lien notamment avec le désendettement de SNCF Réseau (-1,2 Md€). À l'inverse, l'endettement du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives augmente de 0,3 Md€.

La contribution des administrations de sécurité sociale (Asso) à la dette diminue également (-3,0 Md€) du fait de la Cades (-6,6 Md€). *A contrario*, l'Acoss, la Cnaf et l'Unédic augmentent leur endettement (respectivement +1,8 Md€, +1,1 Md€ et +0,6 Md€).

La dette des administrations publiques locales augmente

Au quatrième trimestre 2019, la contribution des administrations publiques locales à la dette augmente de 4,4 Md€, traduisant l'endettement des communes (+2,7 Md€), des régions (+0,8 Md€), des départements (+0,6 Md€) et des syndicats d'administrations locales (+0,4 Md€).

Dettes au sens de Maastricht des administrations publiques en points de PIB (*)



Source : Comptes nationaux base 2014 - Insee, DGFIP, Banque de France.

La dette de Maastricht des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur et par instrument

(en milliards d'euros)

	2018T4	2019T1	2019T2	2019T3	2019T4
Ensemble des adm. publiques	2314,9	2358,5	2375,0	2414,7	2380,1
en point de PIB (*)	98,1%	99,5%	99,5%	100,4%	98,1%
dont, par sous-secteur, consolidée (*) :					
État	1841,8	1883,9	1905,3	1946,9	1911,8
Organismes divers d'adm. centrale	63,3	64,9	65,4	65,8	64,9
Administrations publiques locales	205,7	206,9	206,6	205,9	210,3
Administrations de sécurité sociale	204,1	202,8	197,8	196,1	193,1
dont, par instrument :					
Dépôts	40,8	41,0	46,2	47,9	45,7
Titres négociables	1992,7	2038,9	2052,4	2089,8	2054,0
court terme	147,6	143,9	147,2	150,7	145,8
long terme	1845,2	1895,0	1905,2	1939,1	1908,2
Crédits	281,4	278,6	276,4	276,9	280,4
court terme	8,2	8,3	8,2	9,2	9,9
long terme	273,2	270,3	268,2	267,7	270,5

(*) voir précisions dans l'encadré « Pour en savoir plus »

Source : Comptes nationaux base 2014 - Insee, DGFIP, Banque de France

Au quatrième trimestre 2019, la dette publique nette diminue

À la fin du quatrième trimestre 2019, la dette nette des administrations publiques s'élève à 2 170,7 Md€, en baisse de 2,6 Md€, soit 89,5 % du PIB, contre 90,4 % du PIB le trimestre précédent. Elle baisse nettement moins que la dette brute (écart de 32,0 Md€) en raison principalement de la baisse de la trésorerie de l'État (-24,5 Md€), de celle des Asso (-6,7 Md€) et de celle des Odac (-0,9 Md€).

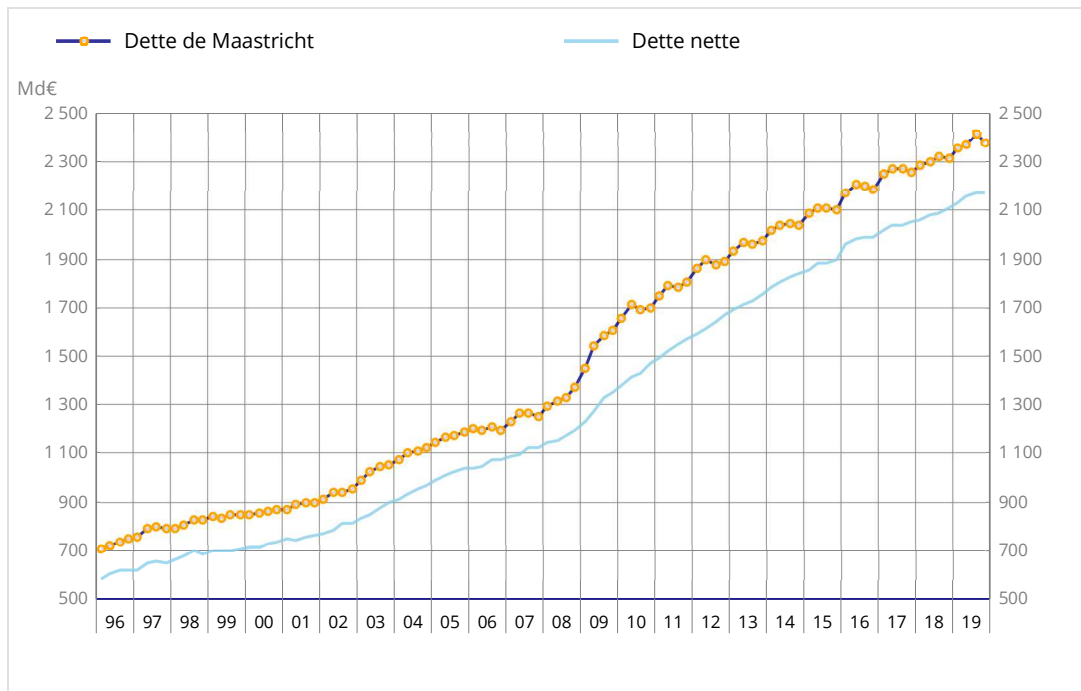
La dette nette des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur

(en milliards d'euros)

	2018T4	2019T1	2019T2	2019T3	2019T4
Ensemble des adm. publiques	2 108,9	2 131,8	2 158,3	2 173,4	2 170,7
dont :					
État	1 732,6	1 757,1	1 789,6	1 808,6	1 797,4
Organismes divers d'adm. centrale	50,5	51,5	51,5	51,2	51,4
Administrations publiques locales	193,2	194,3	193,9	193,2	197,6
Administrations de sécurité sociale	132,7	128,9	123,4	120,3	124,3

Source : Comptes nationaux base 2014 - Insee, DGFIP, Banque de France

Dettes au sens de Maastricht et dette nette



Source : Comptes nationaux base 2014 - Insee, DGFIP, Banque de France.

La valeur globale des détentions en actions cotées et en titres d'OPC diminue

Au quatrième trimestre 2019, la valeur totale des actions cotées et des titres d'organismes de placement collectif (OPC) détenus par les administrations publiques (APU) diminue de 1,4 Md€ pour atteindre 237,8 Md€.

Les détentions en actions cotées de l'État diminuent de 3,6 milliards d'euros, en lien notamment avec la baisse des cours des actions détenues, notamment pour EDF ou encore Orange et Renault. Par ailleurs, l'État effectue une cession d'actions de la Française des Jeux (FDJ) pour 1,9 milliard d'euros.

Les détentions en actions cotées et en titre d'OPC des administrations de sécurité sociale augmentent de 2,2 Md€ en lien notamment avec les acquisitions de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales (+0,7 Md€), de la Sécurité sociale pour les indépendants (+0,4 Md€), de la retraite complémentaire publique (Ircantec) pour +0,5 Md€ et de l'Unédic (+0,5 Md€).

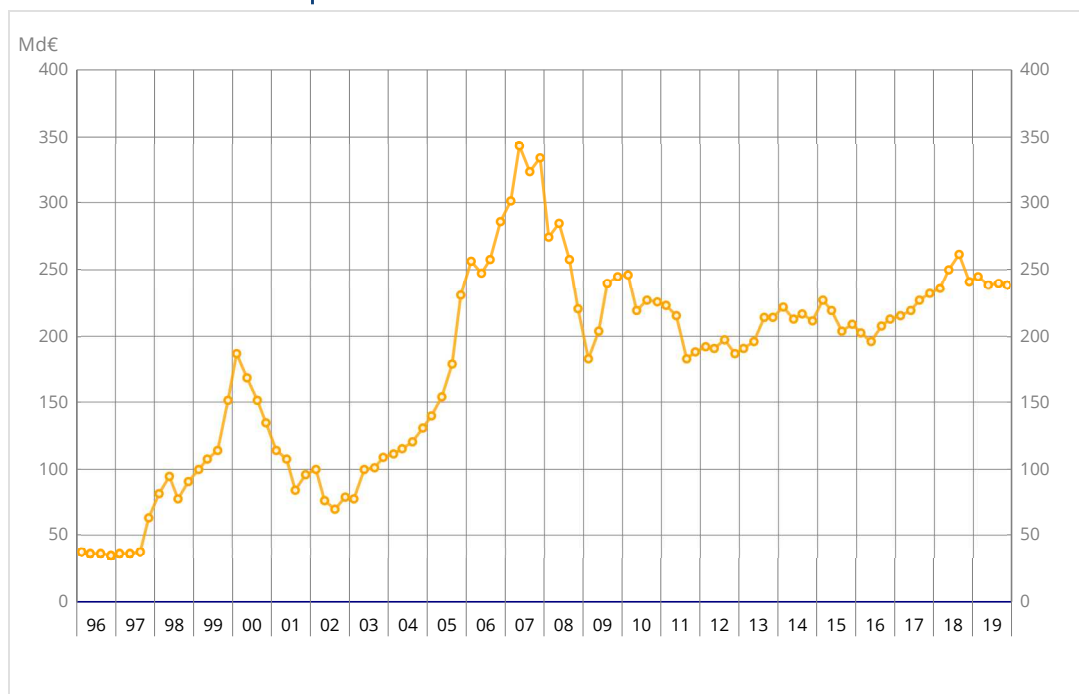
Les actions cotées et les OPC détenues par les administrations publiques

(en milliards d'euros)

	2018T4	2019T1	2019T2	2019T3	2019T4
Ensemble des adm. publiques	240,7	244,7	238,2	239,3	237,8
dont :					
État	68,6	70,6	67,4	67,3	63,7
Organismes divers d'adm. centrale	36,6	37,5	37,4	37,6	37,5
Administrations publiques locales	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Administrations de sécurité sociale	135,5	136,5	133,3	134,3	136,5

Source : Comptes nationaux base 2014 - Insee, DGFIP, Banque de France

Actions cotées et titres d'OPC détenus par les APU



Source : Comptes nationaux base 2014 - Insee, DGFIP, Banque de France.

Pour en savoir plus

Au dernier trimestre, le produit intérieur brut (PIB) utilisé pour exprimer la dette en point de PIB est le PIB annuel en données brutes. Cette mesure n'a pas de strict équivalent en cours d'année ; elle est approximée par le cumul du PIB trimestriel en données corrigés des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO) sur les quatre derniers trimestres connus.

Les données par sous-secteur institutionnel des administrations publiques qui figurent dans ce numéro d'Informations Rapides sont consolidées : sont exclus les passifs détenus par le même sous-secteur ainsi que ceux détenus par les autres sous-secteurs des administrations.

La méthodologie est disponible dans l'onglet « Documentation » de la présente page.

Prochaine publication : le 19 juin 2020 à 8h45

Contact presse : bureau-de-presse@insee.fr

Suivez-nous aussi sur Twitter [@InseeFr](https://twitter.com/InseeFr) : twitter.com/InseeFr



Institut national de la statistique et des études économiques
88 avenue Verdier, 92541 Montrouge Cedex
Directeur de la publication : Jean-Luc Tavernier
ISSN 0151-1475